

INTERNATIONAL BUREAU OF EDUCATION

UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANIZATION

BUREAU INTERNATIONAL D'ÉDUCATION

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

OFICINA INTERNACIONAL DE EDUCACIÓN

ORGANIZACIÓN DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LA EDUCACIÓN, LA CIENCIA Y LA CULTURA



Adresse postale / Postal address / Dirección postal :

Case postale 199

1211 Genève 20

Suisse / Switzerland / Suiza

Téléphone : (41) (22) 917 78 00

Fax / Télécopieur : (41) (22) 917 78 01

Internet : www.ibe.unesco.org

Adresse / Street address / Dirección :

15, route de Morillons

1218 Grand-Saconnex

Genève

« Curriculum, compétences et lutte contre la pauvreté en Afrique Subsaharienne »

Genève, Suisse, 10-13 novembre 2004

Rapport exécutif du séminaire

| | |
|-------------|---|
| I | Contexte du séminaire |
| II | Thème du séminaire |
| III | Objectifs et résultats attendus |
| IV | Participation |
| V | Méthode de travail du séminaire |
| VI | Résultats et constats principaux |
| VII | Constats et Conditions de réussite |
| VIII | Evaluation du séminaire |
| IX | Plan de travail |
| | Annexes |

I - Contexte du séminaire

Le séminaire international « Curriculum, compétences et lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne » a été organisé par le Bureau International d'Education de l'UNESCO. Ce séminaire s'inscrit dans le cadre du projet « Analyse et innovation curriculaires de l'éducation pour tous en Afrique Subsaharienne. Situation actuelle, outils et stratégies pour le changement ».

Le projet s'étend sur 18 mois, de juin 2004 à décembre 2005. L'objectif général est de promouvoir la capacité d'analyse et de transformation du curriculum officiel d'un groupe de pays africains pour adapter le curriculum en vue de renforcer les possibilités d'atteindre les objectifs de l'Education Pour Tous et de la réduction de la pauvreté. L'intérêt du projet dans lequel s'inscrit ce premier séminaire est de porter un regard analytique sur le curriculum et ses liens avec la réduction de la pauvreté dans les pays de l'Afrique subsaharienne francophone et lusophone. Le financement initial est assuré par le Ministère de l'Education et de la Science de l'Espagne. Le BIE travaille au renforcement financier du projet.

Dans cette perspective, le projet est défini comme un processus de recherche-action-formation qui implique aussi bien les spécialistes de développement du curriculum des pays participants que des experts du BIE, de l'UNESCO et internationaux.

De février à septembre 2004, le projet a été mis en place, y compris la sélection compétitive de l'équipe de projet comprenant une coordinatrice (Suisse), un coordinateur des opérations (Mali), et

deux consultants (Rwanda et Roumanie). Une première révision du document du projet et de la bibliographie, et un appel aux pays intéressés ont été effectués durant cette même période. Les Ministères de l'Education de 9 pays d'Afrique Subsaharienne¹ ont désigné un point focal et mis en place des équipes nationales composées de spécialistes de développement du curriculum.

En septembre 2004, le BIE a organisé une première réunion de travail avec les hauts responsables des pays associés au projet en marge de la Conférence Internationale de l'Education à Genève (11 septembre 2004). Cette réunion a permis aux pays de mieux cerner les objectifs du projet et au BIE de mieux comprendre les attentes des pays.

De septembre à novembre 2004, les équipes nationales ont préparé des rapports préliminaires décrivant la situation nationale sur le développement du curriculum pour les travaux du premier séminaire du projet.

II - Thème du séminaire

Le premier séminaire est important en ce sens qu'il marque le lancement du travail de la collaboration entre les équipes des pays. Son objectif principal est de permettre à tous les participants, non seulement de partager leurs expériences mais aussi d'acquérir de nouvelles compétences dans le développement d'un curriculum pouvant mieux contribuer à la lutte contre la pauvreté et de se mettre d'accord sur une méthodologie de travail commune.

Dans cette perspective, il a semblé important de d'abord penser et conceptualiser *les besoins éducatifs* auxquels l'éducation doit répondre afin de réaliser une éducation de qualité pour tous, qui soit aussi pertinente que possible dans la lutte contre la pauvreté. Une éducation de qualité pour tous implique en effet la prise en compte de ces besoins pour une amélioration pertinente de plusieurs facteurs tels que le contenu de l'apprentissage, en particulier en terme de compétences pour s'adapter à l'environnement socio-économique, politique et culturel dans lequel l'individu se trouve.

Pour sortir de la pauvreté ou ne pas y tomber, il faut en effet avoir acquis les savoirs et les connaissances ainsi que les « savoir-faire » nécessaires pour permettre à l'individu d'obtenir un emploi mieux payé, de créer son propre emploi si nécessaire, d'adopter des habitudes qui amélioreront son état de santé et de pouvoir les intégrer en développant des « compétences ». Il faut aussi pouvoir s'adapter au changement et renouveler ces acquis à travers des compétences pour l'apprentissage tout au long de la vie.

Ce projet adopte le présupposé de l'existence d'une relation indispensable, même si insuffisante, entre l'éducation et la lutte contre la pauvreté, et questionne la pertinence de cette éducation. Par conséquent le séminaire s'est ainsi concentré sur trois sous-thèmes, tant dans les présentations des experts que pour les travaux de groupes :

Education, développement et pauvreté : Discussion des enjeux de la lutte contre la pauvreté et des liens entre éducation, développement et pauvreté. Discussion de la contribution possible de l'éducation dans la lutte contre la pauvreté.

Compétences et pauvreté : Définition des besoins éducatifs. Définition des compétences, et en particulier des compétences nécessaires pour réduire la pauvreté, en termes de savoirs, savoirs-faire, savoirs-être (ou encore : de contenus, habilités et valeurs).

Curriculum et pauvreté : Discussion des liens entre lutte contre la pauvreté et curriculum. Traduction concrète de ces liens dans le curriculum scolaire national. Traduction des besoins éducatifs et compétences pour lutter contre la pauvreté dans le curriculum. Types d'apprentissages pratiques et conceptuels et adaptation des approches pédagogiques. Discussion du rôle et de la place des enseignants dans le curriculum et dans la lutte contre la pauvreté.

¹ Angola, Burkina Faso, Burundi, Congo Brazzaville, Mali, Maurice, Mozambique, Niger et Rwanda

III – Objectifs et résultats attendus

Objectifs du séminaire

- Partager et discuter le document de projet
- Développer un outil de méthodologie commune d'analyse de la pertinence du curriculum officiel qui puisse être utilisé dans les pays participants
- Proposer une stratégie d'application de l'outil d'analyse du curriculum dans chaque pays
- Discuter et adopter un plan de travail pour la suite du projet

Résultats attendus

- Le document de projet est partagé et discuté
- Un outil de méthodologie commune d'analyse de la pertinence du curriculum est développé
- Une stratégie commune d'application de l'outil d'analyse dans chaque pays est discutée et arrêtée
- Un plan de travail pour la suite du projet est discuté et adopté

IV - Participation

Huit pays ont pu participer à ce premier séminaire, à savoir : Angola, Burkina-Faso, Burundi, Congo-Brazzaville, Mali, Maurice, Mozambique et Niger.²

Trente-deux personnes ont participé au séminaire :

- 16 techniciens en charge du développement du curriculum ou de la recherche en éducation venant de 8 pays d'Afrique Subsaharienne
- 3 experts internationaux, dont 2 africains et 1 européen
- 2 partenaires espagnols (Ministère de l'Education et des Sciences) et 1 suisse (Coopération Suisse au Développement)
- 2 représentants de l'UNESCO (Secteur de l'éducation/division de l'enseignement secondaire technique et professionnel à Paris et Bureau Multipays UNESCO de Bamako)
- l'équipe du BIE (3 spécialistes de programme, dont le Directeur a.i., 2 consultants spécialistes du curriculum et 3 assistantes de recherche)

(Voir liste des participants en annexe I)

V – Méthode de travail du séminaire

Le séminaire s'est déroulé alternativement en sessions plénières et en sous-groupes de travail. Le programme a été adapté en fonction des besoins et après discussion avec les participants. Le séminaire s'est ainsi articulé autour de deux axes principaux, avec d'une part :

- a) les apports conceptuels par les experts,
- b) les apports des techniciens du curriculum et spécialistes de l'éducation des huit pays participants, en lien direct avec la pratique et les contextes réels des pays
- c) les apports du BIE, en particulier les outils et méthodologies d'analyse déjà développés pour l'analyse et le développement du curriculum dans d'autres contextes

² Le Rwanda en raison de difficultés logistiques n'a malheureusement pas pu faire le voyage à Genève. Le BIE tentera d'effectuer une mission au Rwanda dès que possible afin de partager les résultats du séminaire et de permettre l'intégration du Rwanda au projet.

D'autre part, des travaux interactifs ont permis une discussion et une mise en commun des apports des uns et des autres qui a abouti à l'élaboration d'un outil d'analyse de la pertinence du curriculum pour lutter contre la pauvreté et la méthodologie de sa mise en oeuvre. Ces travaux se sont déroulés en 4 temps :

- a) *Exploration du thème « Pauvreté et curriculum »* : discussion des liens, difficultés et enjeux conceptuels et opérationnels
- b) *Définition d'un squelette d'analyse* : discussion et élaboration d'un cadre commun d'analyse du curriculum pour lutter contre la pauvreté, avec pour résultat une structure selon 2 dimensions principales (contexte du développement du curriculum et curriculum) et 9 catégories d'analyse
- c) *Développement d'un cadre d'analyse spécifique au contexte*, selon 5 catégories identifiées par les participants :
 - Catégorie d'analyse 1: Vision prospective de l'éducation / de la société telle que définie dans chaque pays
 - Catégorie d'analyse 2: Dimensions et caractéristiques principales de la pauvreté dans chaque contexte national
 - Catégorie d'analyse 3: Processus politico-institutionnels à l'œuvre lors de développement et réformes du curriculum
 - Catégorie d'analyse 4: Caractéristiques du système éducatif dans lequel s'inscrit le développement du curriculum
 - Catégorie d'analyse 5: Caractéristiques et processus de la réforme du curriculum dans chaque pays
- d) *Discussion approfondie sur le curriculum* : 4 catégories ont été identifiées par les participants pour l'analyse du curriculum :
 - Catégorie d'analyse 1: Besoins éducatifs spécifiques pour lutter contre la pauvreté
 - Catégorie d'analyse 2: Contenus à enseigner en place pour répondre aux besoins éducatifs identifiés
 - Catégorie d'analyse 3: Démarches éducatives et pédagogie à mettre en place pour répondre aux besoins éducatifs identifiés
 - Catégorie d'analyse 4: Système d'évaluation des acquis des apprenants à adapter et à appliquer

Pour chacune de ces catégories, des séries de questions spécifiques ont été développées et discutées pendant le séminaire. Le BIE et les experts se chargent d'intégrer tous ces éléments pour en faire un outil structuré et opérationnel.

Visite dans une école genevoise

Cette visite a été très appréciée des participants et leur a permis de se « frotter à une autre réalité » et d'entrer en contact et d'échanger avec des enseignants de Genève. Bien que la réalité de Genève soit très différente de celle des pays intégrés dans ce projet, des préoccupations et des perspectives de solutions communes ont pu être discutées avec animation au cours, et suite à cette visite.

Les participants auraient souhaité par ailleurs que la présentation du représentant du Département de l'Instruction Publique du Canton de Genève (DIP) soit plus orientée sur les contenus éducatifs et le curriculum plutôt que sur les structures scolaires.

Finalement l'école visitée était située dans une zone sans grands problèmes socio-économiques (zone

verte), et les participants auraient préféré aller dans une école de zone rouge (avec plus de difficultés).³

(Voir annexe II pour le programme du séminaire)

VI - Résultats et constats principaux

A. Discussions thématiques

Les différentes contributions, toutes très riches et très pertinentes pour l'élaboration de l'outil d'analyse du curriculum dans la lutte contre la pauvreté, ont permis de soulever des questions pertinentes et d'aboutir à un certain nombre de constats et de résultats globaux partagés par un grand nombre de participants.

Education, développement et pauvreté

1. Tous les participants s'accordent sur les liens existants entre le développement éducatif et le développement socio-économique d'un pays. De façon plus spécifique, l'existence de liens entre curriculum (pertinence des contenus et méthodes pédagogiques) et lutte contre la pauvreté ont également été reconnus-. Cependant, certains participants ont mis en exergue les limites et les conditionnalités de ces liens. La question des rapports existants ou à créer entre curriculum et production économique (ou plus globalement réalité économique) a été au centre de nombreuses discussions.
2. Tous les pays participants possèdent un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté donnant une place significative au secteur de l'éducation et notamment à la qualité de l'éducation dans la lutte contre la pauvreté.
3. Plusieurs facteurs entravent la réalisation des objectifs de l'EPT et affectent plus fortement les élèves vivant dans des conditions de pauvreté, entre autres :
 - programmes scolaires centrés sur les contenus académiques
 - langue d'enseignement différente de la langue maternelle, situation qui se révèle toujours être au désavantage des pauvres
 - grande taille des classes
4. Des actions éducatives de type structurel et curriculaire peuvent ainsi certainement être propices et améliorer l'accès au système éducatif et le maintien des enfants pauvres à l'école, entre autres :
 - programmes d'alimentation scolaire,
 - programmes d'enseignement non formel ayant un lien direct avec les activités productives,
 - discrimination positive
 - langue maternelle comme langue d'enseignement
5. L'importance d'une analyse contextuelle de la pauvreté, qui prend des formes différentes dans chaque pays, a été soulignée par tous, ceci afin que l'outil d'analyse de la pertinence du curriculum puisse être opérationnel dans tous les pays.
6. Une analyse des besoins éducatifs des bénéficiaires est également nécessaire. Il s'avère en effet trop souvent que les réformes sont imposées de l'extérieur et ne prennent pas assez en considération les besoins des bénéficiaires.

³ Le BIE n'avait pas exprimé de souhait particulier auprès du DIP, celui-ci n'a donc aucune responsabilité en ce qui concerne ce choix. Le BIE y sera plus attentif à l'avenir.

7. Au manque d'analyse préalable des besoins éducatifs s'ajoute également trop souvent une évaluation insuffisante de l'impact des réformes ou innovations. Le risque d'une multiplication des innovations dans les pays d'Afrique Subsaharienne existe, avec de nombreuses actions entreprises en parallèle dans le secteur de l'Education (programmes, projets, etc.). Les plans de mise en oeuvre de ces actions sont souvent irréalistes et leur implantation durable se révèle difficile. Il en résulte une mauvaise utilisation des ressources disponibles et un sentiment de gaspillage, exprimé à plusieurs reprises pendant ce séminaire.
8. Le dernier point mentionné dans une approche d'une éducation plus à même de lutter contre la pauvreté est celui de la formation des enseignants, jugée insuffisante en qualité et en quantité dans les pays participants. Il a en particulier été relevé qu'il est important de former les enseignants à la sociologie de la pauvreté, pour une meilleure prise en charge pédagogique des enfants qui en souffrent.

Compétences et pauvreté

1. Il existe certainement une relation entre compétences et réduction de la pauvreté. Il est par conséquent important de faire le lien entre le contenu des matières enseignées et les compétences pour la vie. Comme un participant l'a cité : « il y a le monde de l'école et le monde de la vie et ces deux mondes doivent absolument se rencontrer » (ce qui n'est pas toujours le cas aujourd'hui).
2. L'intégration des compétences pour la vie dans les curricula officiels est donc indispensable dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.
3. Il faut repenser l'équilibre entre composantes académique et pratique : mettre l'accent sur la composante académique favorise l'élite. Les compétences actuellement formées chez les enfants du primaire sont trop intellectuelles et théoriques. Il faut introduire les apprentissages pratiques et les alterner avec les apprentissages théoriques (ou académiques). Une piste de travail est d'alléger les contenus (la composante académique) et de renforcer la pédagogie d'intégration (voir annexe III).
4. Il est important que les apprentissages des enfants ne soient pas simplifiés mais complexes afin qu'ils puissent réellement être préparés à affronter les situations complexes de la vie, en particulier en intégrant les valeurs (coopération, solidarité, respect) et les compétences pour la vie dans l'éducation.
5. L'éducation non formelle a été très peu abordée au cours du séminaire, et plusieurs participants ont exprimé le souhait qu'elle soit aussi prise en considération dans la démarche du projet, en ce sens qu'elle peut répondre à des besoins auxquels l'éducation de base en tout cas pour l'instant ne répond pas, mais aussi en tant que potentiel d'expériences et de pratiques qui peuvent enrichir la réflexion sur l'éducation de base.

Curriculum et pauvreté

1. La définition du curriculum varie selon les pays. Certains pays définissent le curriculum en terme de contenu uniquement, d'autres en terme de contenu et de processus. De fait, les discussions et les travaux de groupe pour l'élaboration de l'outil d'analyse du curriculum ont peu porté sur l'aspect 'processus'. Une définition opérationnelle a été proposée par le BIE lors du séminaire. Dans ce projet, c'est cette définition du curriculum considéré à la fois comme processus et contenu qui sert de référence.. Le BIE s'efforcera donc d'introduire la dimension du processus dans l'outil d'analyse qui sera proposé aux pays.
2. Tous les pays sont engagés dans un processus de développement du curriculum. Ils ne sont pas

tous au même stade de leur réforme ou développement, mais tous sont intéressés à développer un outil commun d'analyse de la pertinence du curriculum dans la lutte contre la pauvreté.

3. La qualité de l'éducation en général, et en particulier la pertinence du curriculum pour permettre aux élèves de se préparer à la vie, sont un problème dans tous les pays participants. En effet, la grande majorité des pays a des programmes scolaires plutôt centrés sur le contenu et qui préparent souvent mal les enfants à faire face à des situations complexes de la vie.
4. De plus, les curricula actuels des pays participants ne sont souvent pas assez (ou pas du tout) adaptés aux économies internes. L'articulation entre réalité économique et curriculum doit être mieux conceptualisée pour que les jeunes scolarisés soient mieux préparés à affronter la vie pratique de leur pays.
5. Poser la question d'un curriculum pour lutter contre la pauvreté revient à se poser aussi la question de quelle éducation pour quel développement. S'agit-il de développer une éducation pour les pauvres ? Ou encore : est-ce en s'adressant aux pauvres que nous réduirons la pauvreté ? En terme de curriculum, la réponse à ces questions est cruciale. Le risque est d'aller vers une simplification des curricula pour les élèves les plus faibles (statistiquement aussi les plus pauvres). Or « la simplification rend bête » comme l'a dit assez crûment un participant. Les curricula devraient plutôt être enrichis qualitativement, pour être plus pertinents, et pour ouvrir des perspectives, plutôt que les restreindre.
6. Il s'agit cependant de répondre également aux problèmes communs cités par les participants: Les curriculum sont trop « pleins » (trop de contenus, multiplication des disciplines, grilles-horaire trop chargées). Il s'agit donc bien de penser en terme de qualité et de processus d'apprentissage, et non de quantité des contenus.
7. L'aspect quantitatif du curriculum a également été mentionné à propos des innovations. On assiste à leur multiplication sans intégration dans le curriculum existant. L'enjeu est également de penser un curriculum et non pas une multiplication de curricula spécifiques, qui viennent s'ajouter à une matière déjà importante. L'effort d'intégration des nouveaux savoirs ou approches pédagogique doit être renforcé.
8. Lors de toute réforme du curriculum, il faudrait absolument repenser conjointement l'évaluation des acquis et travailler le développement de curriculum et d'un système d'évaluation conjointement. A ce propos, il faut aussi se poser la question de la soumission aux standards internationaux qui comportent le risque de ne pas suffisamment prendre en compte des contextes locaux et de favoriser l'élitisme.
9. Finalement l'aspect de la résistance au changement a été évoqué, qui a amené à poser la question de l'entrée choisie pour la réforme du curriculum et de l'analyse du processus de développement du curriculum : qui doit être consulté ou intégré dans le processus et à quel moment, afin de favoriser l'évolution et minimiser les résistances au changement ?

B. Résultats par rapport aux objectifs

Les 4 objectifs fixés pour ce séminaire ont été globalement atteints :

- *le document de projet* été partagé et discuté avec les participants. Le contexte, les objectifs, la méthodologie, les activités et le calendrier, les résultats escomptés et les perspectives du projet ont été présentés par le BIE. Les commentaires ont été nombreux et principalement axés sur les moyens de mise en œuvre du projet.
- *un outil d'analyse* de la pertinence du curriculum officiel a été développé en commun. Cet

outil comprend différentes catégories et sous-catégories d'analyse en lien avec les compétences et la lutte contre la pauvreté. L'outil élaboré sera affiné et mis en forme par le BIE et proposé aux participants pour relecture critique en mi-décembre.

- *des critères d'application* de l'outil d'analyse dans chaque pays ont été proposés.
- *un plan de travail* pour la suite du projet a été discuté et ses grandes lignes ont été définies les participants. Le plan de travail a été affiné par le BIE et est proposé en page 11 du présent rapport. Les différents commentaires des participants y ont été intégrés.

VII- Constats et Conditions de réussite

Cinq constats, ou conditions de réussite du projet, ont été mis en exergue par les participants durant les quatre jours du séminaire:

- 1) Une bonne ***intégration du projet au contexte actuel des pays*** avec une prise en considération des actions et processus en cours de développement et de réformes du curriculum national de l'éducation de base.
- 2) Le ***soutien du BIE aux pays*** dans la mise en œuvre du projet au niveau national.
- 3) ***L'intérêt et l'implication de l'UNESCO*** pour le projet.
- 4) La ***pertinence du projet***: la thématique est pertinente pour les pays ; le projet arrive à un moment favorable dans plusieurs pays ; le projet suscite un grand intérêt, et la motivation des équipes des pays est forte.
- 5) ***L'atteinte des objectifs du séminaire***, avec le développement d'un outil d'analyse opérationnel.

→ *Implications pour le BIE et l'UNESCO :*

- 1) Recueil d'informations par le BIE sur le contexte national et le contexte des réformes auprès des équipes-pays, et intégration de ces éléments dans la démarche méthodologique du projet à tous les stades.
- 2) Assistance technique aux pays (visites du BIE et/ou réunions de travail sub-régionales), et appui matériel et financier du BIE pour les équipes pays, en fonction des besoins évalués et des ressources disponibles (et sur la base d'un contrat avec chaque équipe).
- 3) Mise à disposition de ressources par les divisions et bureaux UNESCO intéressés par le projet (pour l'instant : la Division de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel de l'UNESCO-Paris et le Bureau multipays UNESCO de Bamako).
- 4) Soutien de l'engagement et de la motivation professionnelle des équipes-pays et maintien du dialogue avec les Ministères de l'Education, en particulier à travers les points focaux.
- 5) Préparation d'une version de l'outil d'analyse qui intègre les contributions du séminaire et proposition d'un plan de travail pour la suite du projet en partant de ce qui a été discuté avec les pays lors du séminaire.

→ *Implications pour les pays :*

- 1) Recherche et mise à disposition du BIE des informations sur le contexte national et le contexte actuel des réformes (un questionnaire sera envoyé par le BIE aux pays afin de recueillir ces informations).
- 2) Dialogue avec le BIE pour l'expression et l'analyse des besoins en terme d'encadrement du

- BIE et des possibilités de solutions.
- 3) Disponibilité et attention des équipes-pays à partager les résultats et créer des synergies chaque fois que possible.
 - 4) Attention aux structures et acteurs de l'Education au niveau national et d'autres structures ou acteurs-clé, pour assurer une insertion effective du projet dans les processus nationaux et sous-régionaux actuels. Etablissement d'un bon réseau de communication pour partager les résultats du projet et contribuer au pla idoyer en faveur d'une éducation de qualité pour tous.
 - 5) Bonne mise en œuvre du plan de travail, en qualité et dans les délais fixés, par les équipes pays.

VIII- Evaluation du séminaire

L'évaluation du séminaire a été effectuée en deux temps : le premier jour du séminaire, les participants ont pu exprimer leurs attentes et leurs craintes. A la fin du séminaire, chaque participant a indiqué quelles attentes exprimées par l'ensemble des participants ont été satisfaites et quelles craintes exprimées le premier jour se sont vérifiées ou sont toujours présentes le dernier jour.

Au premier jour, les participants ont souligné qu'ils espéraient :

- Faire un travail concret et utile.
- Bénéficier d'un accompagnement du BIE pour la réussite des programmes de réforme.
- Procéder à l'élaboration concrète d'un outil d'analyse et des moyens son application.
- Procéder à une clarification et développer une meilleure compréhension des liens entre curriculum et lutte contre la pauvreté, ainsi que procéder à une réflexion de fond sur la notion de pauvreté.
- Acquérir une meilleure maîtrise du concept de curriculum pour démultiplier l'information au niveau des pays et faciliter la mise en œuvre du curriculum dans la réalité.

Au premier jour les participants craignaient principalement :

- Que le séminaire reste à un niveau très général, ou trop académique, sans résultats concrets.
- Que la mise en forme des discussions soit difficile et qu'on en reste au foisonnement d'idées sans synthèse et sans élaboration d'outils.
- Que le BIE n'aient pas les moyens d'offrir d'appui pour le suivi adéquat au niveau national.
- Que les résultats et recommandations du séminaire restent lettre morte et ne débouchent sur rien de concret. Non mise en pratique des recommandations du séminaire.
- Que l'outil d'analyse développé ne tienne pas suffisamment compte des contextes spécifiques des pays.

L'évaluation en fin de séminaire a permis de constater que les attentes exprimées par les participants ont été en très grande partie satisfaites, surtout en ce qui concerne l'aspect concret du travail réalisé, avec l'élaboration d'un outil d'analyse et la discussion d'un plan de travail.

La pertinence du projet et la méthode de travail, l'engagement de l'UNESCO aux côtés du BIE et les apports des experts et du BIE ont également été appréciés. Ces apports, les discussions qui ont suivi et les échanges structurés pendant les travaux de groupe ont permis d'aborder de façon constructive et créative le concept de curriculum et la problématique de la pertinence du curriculum et des ses liens avec la lutte contre la pauvreté.

La crainte d'un foisonnement d'idées et de difficultés à les synthétiser a bien été un des enjeux du séminaire. Il importe donc maintenant non seulement de synthétiser et organiser, mais aussi de

développer les éléments discutés parfois rapidement ou en désordre au cours des 4 jours du séminaire. Il ressort en particulier qu'il est nécessaire pour le BIE de bien clarifier un certain nombre de concepts utilisés pendant le séminaire et dans le cadre de ce projet, entre autres (et pas exclusivement !) :

- Le curriculum comme programme scolaire (contenus) et comme processus (à 2 niveaux en tout cas : au moment de son développement et pour sa mise en oeuvre avec les apprenants).
- La question des compétences et des implications pédagogiques pour le curriculum.
- L'évaluation devra aussi être soigneusement pensée en relation avec le curriculum.
- La formation et le rôle des enseignants devront être pris en considération par le projet.
- L'éducation de base à définir clairement.
- Les liens avec l'éducation non formelle devront être considérés.

Finalement, un autre aspect souligné à maintes reprises tout au long du séminaire et par tous les participants des pays est celui de l'importance cruciale de la prise en compte et de l'intégration du projet dans le contexte actuel des pays en ce qui concerne le développement et les réformes du curriculum national de l'éducation de base. Le BIE doit absolument tenir compte de cette crainte de double emploi du projet, d'une addition d'initiatives sans lien pertinent avec le contexte et d'un gaspillage des forces et des ressources dans les pays.

Le BIE prend acte des résultats et de l'évaluation du séminaire dont il tiendra compte dans les prochaines étapes du projet. Dans un premier temps et partant de ces résultats et de cette évaluation, le BIE propose le plan de travail suivant.

IX- Plan de travail

Le plan de travail proposé ci-dessous a été discuté lors de la séance plénière du samedi 13 novembre par les participants. Les grandes lignes du plan ont été proposées et commentées par les participants. Le BIE a intégré les différents commentaires et précisé le plan de travail pour arriver à la version ci-dessous.

| Quoi ? Activités | Qui ? Acteurs | Quand ? Echéances | Comment ? Ressources |
|--|-----------------------------------|------------------------|--|
| <i>Suivi du premier séminaire international, 10-13 Novembre 2004 à Genève</i> | | | |
| Rapport exécutif du séminaire à envoyer à tous les participants et partenaires du projet | BIE | 24 novembre 2004 | BIE |
| Préparation et envoi d'un questionnaire court pour mieux cerner les processus de développement et de réformes du curriculum en cours dans chaque pays et mieux intégrer le projet dans le contexte de chaque pays. | BIE | 24 novembre 2004 | BIE |
| Mise en place d'une plate forme de communication sur Internet afin de faciliter les échanges de documents et la communication entre tous les membres du projet | BIE | 15 décembre 2004 | BIE |
| Réponse au questionnaire sur les processus actuels de réformes et développement du curriculum dans les pays | Equipes pays | 15 décembre 2004 | BIE disponible pour encadrement |
| Préparation d'une première version de l'outil d'analyse du curriculum qui intègre les travaux du séminaire | BIE/experts/ UNESCO | 15 décembre 2004 | BIE et experts associés au projet |
| Relecture critique et adaptation de la première version de l'outil d'analyse du curriculum | Equipes pays | fin décembre 2004 | encadrement du BIE |
| Finalisation de l'outil d'analyse du curriculum, y compris élaboration d'un glossaire | BIE/experts/ UNESCO | mi janvier 2005 | BIE |
| Intégration du projet au contexte des pays | Equipes pays | janvier-février 2005 | Appui du BIE selon ressources et besoins |
| Finalisation des contrats de collaboration et de soutien du BIE avec les équipes des pays | BIE/équipes pays | janvier 2005 | En fonction des ressources disponibles |
| Analyse du curriculum en utilisant l'outil développé en commun et préparation des études de cas par pays | Equipes pays | février-avril 2005 | Assistance technique BIE aux pays |
| Réunions sous-régionales de travail pour accompagner le travail d'analyse du curriculum par les pays | Equipes pays/BIE/experts/ UNESCO | février-mars 2005 | BIE |
| Première version des études de cas soumises au BIE | Equipes pays | 31 mars 2005 | |
| Révision des études de cas | Equipes pays / BIE | avril 2005 | Experts/BIE |
| <i>Deuxième séminaire international, Printemps 2005 (lieu à définir)</i> | | | |
| 2 ^{ème} Séminaire international (discussion des études de cas d'analyse du curriculum et élaboration de stratégies d'amélioration de la pertinence du curriculum | Equipes pays /BIE/Experts/ UNESCO | mai 2005 | BIE |
| <i>Suivi du deuxième séminaire international</i> | | | |
| Révision des études de cas et adaptation des stratégies d'amélioration de la pertinence du curriculum dans la lutte contre la pauvreté dans chaque pays | Equipes Pays/ BIE/Experts/ UNESCO | mai-août 2005 | BIE/experts |
| Discussion des stratégies de changement du curriculum avec les décideurs politiques (ministères Education Nationale) et autres acteurs clé du processus | Equipes Pays/BIE-experts/ UNESCO | septembre-octobre 2005 | BIE |
| Elaboration d'une stratégie de transfert des connaissances et des savoir-faire acquis à d'autres contextes | Equipes pays /BIE/ | novembre-décembre 2005 | BIE |

Annexe I

| Séminaire international - Bureau International d'Education/UNESCO, Genève, 10-13 novembre 2004 « Curriculum, compétences et lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne » | | |
|--|--|--|
| Pays/Institutions | Prénoms et Noms | Fonctions |
| Angola | M. Pedro NSIANGENGO Mme. Esperança K.PETERSON | Directeur Adjoint Institut Ntl Recherche et Dév. de l'Education Prof. à l'Institut Supérieur des Sciences de l'Education. |
| Burkina Faso | M. Pierre KOURAOGO Mme Cathérine KABORE | Directeur Général du Centre Recherche Innov. Educ. et Formation Directrice Générale de l'Alphabétisation et de l'Educ Non Formelle |
| Burundi | M. Boniface NYAMPETA M. Serge NDAYIRAGJE | Directeur du Bureau d'Etudes Prog. Ens. Secondaire (BEPES) Directeur de l'Enseignement des Métiers |
| Congo | M. Gilbert IBIOU M. Moïse BALONGA | Directeur Institut de Recherche et d'Action Pédagogique Conseiller Enseignement Primaire et Secondaire |
| Mali | M. Moussa SANOGO M. Fodé SIDIBE | Chef Section Sces Humaines- Centre National d'Education Chef Section Maths et Technologies -Centre National d'Education |
| Maurice | M. Santosh Kumar MAHADEO M. Oomandra Nath VARMA | Directeur Centre National Recherche et Dvpt Curriculaire Maître de Conférences à l'Institut Mauricien d'Education |
| Mozambique | Mme Albertina MORENO M. Simao MUCAVELE | Chef Département Développement Curriculaire Directeur de l'Institut National de Développement de l'Education |
| Niger | M. Younoussou GOUMEY M. Kalilou TAHIROU | Chargé des Innovations Pédagogiques Chef Division Curricula |
| Rwanda | M. Joseph RUTAKAMIZE Mme Béatrice MUREKATETE | Chargé de programme de l'enseignement primaire Chargée d programme de français |
| Experts | M. Xavier ROEGIERS M. Joseph Amédée ODUNLAMI M. Mathias RWEHERA | Professeur à l'Université de Louvain-Belgique Professeur à l'Université d'Abomey-Calavi- Bénin Professeur Paris Graduate School of Management |
| DDC, Suisse | M. Urs SCHEIDEGGER | Chargé de programme |
| Ministère de l'Education, Espagne | Mme Rosa RODRIGUEZ | Membre du conseil, Coopération internationale |
| | Mme Carmen DELGADO | Chef du service des commissions et organismes multilatéraux |
| UNESCO-Paris | M. Edem ADUBRA | Spécialiste de programme |
| UNESCO-Bamako | M. Edouard LAMOT | Expert Associé/ Education |
| BIE-UNESCO | Mme Cecilia BRASLAVSKY M. Pierre LUISONI Mme Christine PANCHAUD M. Elmeïdi AG MUPHTAH M. Théogène GAKUBA Mme Adriana GORGA Mme Tayo AYINLA Mme Sandrine BONNET Mme Yvonne DIALLO-SAHLI | Directrice Spécialiste Principal de programme Spécialiste de programme Assistant spécialiste de programme Consultant Consultante Assistante de recherche Assistante de recherche Assistante de recherche |

Annexe II : Agenda

| | MERCREDI 10.11.04 | JEUDI 11.11.04 | VENDREDI 12.11.04 | SAMEDI 13.11.04 |
|---------------------|--|--|---|--|
| MATIN | <p>8h00-9h00 Accueil des participants</p> <p>9h00-9h15 Bienvenue (Pierre Luisoni, Dir/BIE)</p> <p>9h15-9h45 Présentation des participants et Présentation du programme (Christine Panchaud, coordinatrice BIE)</p> <p>9h45-10h15 Entrée en matière (Adriana Gorga, consultante BIE)</p> <p>10h15-10h45 Présentation du projet et des objectifs du séminaire (Théogène Gakuba, consultant BIE). Discussion</p> <p>10h45-11h00 <i>Pause-café</i></p> <p>11h00-12h15 Présentation 1 <i>Education, développement et pauvreté</i> (Mathias Rhehera, Consultant en Education et Professeur, Paris Graduate School of Management). Discussion</p> | <p>9h00-9h15 Bilan critique de la journée précédente par un participant</p> <p>9h15-10h30 Présentation 3 : <i>Les conditions de réussite des projets 'éducation et développement' en Afrique subsaharienne.</i> (Joseph Amédée Odunlami, Professeur, Université d'Abomey-Calavi-Bénin). Discussion</p> <p>10h30-10h45 <i>Pause-café</i></p> <p>10h45-11h30 Présentation des outils déjà développés par le BIE ou d'autres. Introduction aux travaux de groupe (Christine Panchaud, Adriana Gorga)</p> <p>11h30-12h30 Discussion pour la définition commune du cadre d'analyse du curriculum pour la lutte contre la pauvreté : discussion exploratoire (plénière, animation BIE)</p> | <p>8h30-8h45 Bilan critique de la journée précédente par un participant</p> <p>9h00 départ pour la visite de l'école genevoise</p> <p>10h00-10h45 entretien avec les responsables</p> <p>10h45-11h30 visite d'une classe</p> <p>11h30 apéritif et entretien avec les enseignants</p> | <p>9h00-9h15 Bilan critique de la journée précédente par un participant</p> <p>9h15-10h30 Mise en commun de la deuxième étape des travaux de groupe (plénière)</p> <p>10h30-11h 45 Travaux de groupe* : Troisième étape analyse des conditions actuelles et à améliorer pour le changement du curriculum (<i>Y compris Pause-café</i>)</p> <p>11h45-12h30 Mise en commun de la troisième étape des travaux de groupe (plénière)</p> |
| | 12h15-13h45 <i>Déjeuner</i> | 12h30-13h30 <i>Déjeuner</i> | 12h45-13h45 <i>Déjeuner</i> | 12h30-13h30 <i>Déjeuner</i> |
| APRES - MIDI | <p>13h45-15h00 Présentation 2 <i>Curriculum, Compétences et pauvreté</i> (M. .Xavier Roegiers, Professeur, Université Catholique de Louvain/ Directeur Bureau d'Ingénierie en Education et en Formation). Discussion</p> <p>15h00-16h00 Présentations des pays (Angola, Burkina Faso, Burundi). Discussion</p> <p>16h00-16h15 <i>Pause-café</i></p> <p>16h15-17h15 Présentations- des pays (Congo, Mali, Maurice).Discussion</p> <p>17h15-18h15 Présentations des pays (Mozambique, Niger, Rwanda). Discussion</p> <p>18h30 Cocktail offert par le BIE</p> | <p>13h30-14h15 Synthèse des discussions pour la définition commune du cadre d'analyse (plénière, animation BIE)</p> <p>14h15-16h15 Travaux de groupe* : première étape - description du contexte pauvreté, système éducatif, réforme du curriculum)</p> <p>16h15-16h30 <i>Pause café</i></p> <p>16h30-17h30 Mise en commun de la première étape des travaux de groupe (plénière)</p> <p>17h30-18h15 Préparation de la visite de classe</p> | <p>13h45-16h15 Travaux de groupe* : deuxième étape : analyse des besoins et des réponses curriculaires possibles pour lutter contre la pauvreté</p> <p>16h15-16h30 <i>Pause café</i></p> <p>16h30-18h15 Travaux de groupe *: suite de la deuxième étape</p> | <p>13h30-14h30 Discussion : stratégie commune d'application de l'outil d'analyse du curriculum et plan de travail pour la suite du projet (plénière, animation BIE)</p> <p>14h30-15h00 Vers une pédagogie pour lutter contre la pauvreté (BIE, à confirmer) Discussion</p> <p>15h00-15h30 Evaluation du séminaire et conclusion générale (BIE)</p> <p>15h30-16h00 Cérémonie de clôture présidée par Mme Cécilia Braslasky, Directrice du BIE</p> |

Annexe III

Résumé du contenu des présentations thématiques des experts

« *Education, développement et pauvreté en Afrique Subsaharienne* », M. Mathias Rwehera, Professeur à la « Paris Graduate School of Management » :

M. Rwehera a présenté les liens entre le développement économique et le développement éducatif. La présentation et les discussions ont permis de montrer qu'en ce qui concerne :

- *les liens entre éducation et développement économique* : l'éducation peut sans conteste stimuler la croissance économique, elle le fait cependant dans certaines limites et dans certaines conditions.
- *les principaux traits de la pauvreté* : La pauvreté est multidimensionnelle. Elle est dénuement profond de biens matériels et culturels qui s'oppose au développement normal de l'individu au point de compromettre en lui l'intégrité de la personne.
- *les actions éducatives susceptibles d'être propices aux plus pauvres* : les programmes d'alimentation scolaire ; les programmes d'enseignement non formel ayant un lien direct avec les activités productives ; l'adaptation de la carte scolaire.

« *Approches par les compétences, curriculum, équité et réduction de la pauvreté* », M. Xavier Roegiers, Professeur à l'Université catholique de Louvain-La-Neuve (Belgique) et Directeur du Bureau d'Ingénierie en Education et en Formation (BIEF) :

M. Roegiers s'est proposé de présenter le point de vue de différents acteurs sur la question ; et d'examiner quelques réponses adéquates pour l'ensemble des catégories d'acteurs en étayant ces propos par des exemples concrets et des propositions de définition.

Cette présentation et les discussions qui l'ont suivi ont permis de :

- *cerner les facteurs qui handicapent fortement les systèmes éducatifs des pays en développement dans la lutte contre la pauvreté* : ce sont entre autres les fortes déperditions scolaires, les programmes scolaires centrés sur les contenus, la langue d'enseignement souvent différente de la langue maternelle, le gaspillage des ressources allouées à l'éducation, la taille des classes et l'augmentation des disparités au fil des ans, la multiplication des innovations, et difficulté à les implanter de façon durable, etc.
- *proposer des pistes de travail afin d'intégrer davantage et de façon durable la composante pauvreté dans les curricula* : 5 mesures sont à prendre :
 - 1) la discrimination positive ;
 - 2) l'implication des communautés locales dans la gestion des écoles ;
 - 3) la réflexion en profondeur sur les langues d'enseignement
 - 4) l'évitement des actions parallèles ;
 - 5) la révision des curriculums et du système d'évaluation.
- *Proposer des éléments pertinents pour un curriculum qui veut lutter efficacement contre la pauvreté* :
 - 1) ne pas faire l'impasse sur les valeurs en éducation (les attitudes, les savoirs-être, etc.)
 - 2) intégrer les « life skills » dans les curricula officiels
 - 3) mettre la priorité à préparer les enfants à la vie
- *Présenter la pédagogie de l'intégration ou approche par les compétences* : elle se base

principalement sur un apprentissage à la complexité, une alternance d'apprentissages ponctuels et d'activités d'intégration, et des situations cibles correspondant à des compétences de base.

- *Proposer une définition du terme compétences* : mobilisation d'un ensemble articulé de ressources (connaissances, savoir-faire, savoir-être, automatismes, savoirs d'expérience,...) en vue de résoudre une situation significative Une situation «cible», situation de réinvestissement, situation d'intégration) appartenant à une famille de situations-problèmes (Des situations qui ont les mêmes caractéristiques).

« *Les conditions de réussite des projets 'éducation et développement en Afrique Subsaharienne* », M. Joseph Amédée Odunlami, Professeur à l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin) :

M. Odunlami a exposé d'une part les enseignements des réformes éducatives entreprises en Afrique Subsaharienne et leur impact dans la lutte contre la pauvreté et d'autre part les clés de réussite des projets éducatifs liés à la lutte contre la pauvreté. Cet exposé a été complété par la présentation de l'expérience d'un projet 'éducation et développement' avec un accent particulier sur l'analyse des compétences, l'insertion dans la vie active et la lutte contre la pauvreté.

La présentation de M. Odunlami a permis de noter les points suivants :

Sur les projets :

- les projets mis en œuvre en Afrique Subsaharienne sont souvent construits de l'extérieur et leurs financements sont généralement des prêts, des dons liés à des conditions.
- Les experts ne sont pas toujours informés de la réalité du terrain
- Il faut repérer les résistances au changement, à l'innovation, (des parents, des enseignants, de l'administration) et les amoindrir pour atteindre les résultats fixés
- Il faut impliquer les bénéficiaires aux projets
- L'approche participative est à privilégier à tous les niveaux

Sur l'éducation :

- l'éducation ne prend pas en compte la production
- le travail manuel est dévalorisé
- les apprenants ne sont pas insérés dans la vie socioéconomique au terme de leurs études
- le temps accordé à l'enseignement théorique est à réduire au profit de l'enseignement pratique

Annexe IV : Présentation synthétique du séminaire

| | |
|--------------------------------|---|
| Thème | 'Curriculum, compétences et lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne' |
| Organisation | Bureau International d'Education (BIE) – UNESCO, Genève |
| Dates | 10 au 13 novembre 2004 |
| Lieu | Bureau International d'Education (BIE) , Genève, Suisse |
| Objectifs du séminaire | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Partager et discuter le document de projet ➤ Développer un outil de méthodologie commune d'analyse de la pertinence du curriculum officiel et réel qui puisse être utilisé dans les pays participants et dans d'autres pays ➤ Proposer des critères d'application de l'outil d'analyse dans chaque pays ➤ Discuter et adopter un plan de travail pour la suite du projet |
| Résultats attendus | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le document de projet est partagé et discuté ➤ Un outil de méthodologie commune d'analyse de la pertinence du curriculum est développé ➤ Un outil de méthodologie commune d'analyse de la pertinence du curriculum officiel et réel est adopté ➤ Une stratégie commune d'application de l'outil d'analyse dans chaque pays est discutée et arrêtée ➤ Un plan de travail pour la suite du projet est discuté et adopté |
| Pays | Angola, Burkina Faso, Burundi, Congo-Brazzaville, Mali, Maurice, Mozambique, Niger, Rwanda |
| Participants | <ol style="list-style-type: none"> 1) Dix-huit techniciens spécialistes du curriculum, soit deux techniciens par pays 2) Partenaires espagnols (Ministère de l'Education et des Sciences) 3) Partenaires suisses (Coopération au Développement et Universités) 4) Secteur de l'Education de l'UNESCO 5) Trois experts universitaires ; deux experts africains, l'un spécialiste des questions éducatives liées à la lutte contre la pauvreté et l'autre spécialiste de la formation technique et professionnelle en Afrique subsaharienne ; un expert européen spécialiste du curriculum et des compétences 6) Experts du BIE-UNESCO et des Bureaux Hors-Siège <p style="text-align: right;">Total: max 40 personnes</p> |
| Thèmes de travail | <p style="text-align: center;">II. Education, développement et pauvreté</p> <p>Enjeux de la lutte contre la pauvreté. Liens entre éducation, développement et pauvreté. Contribution de l'éducation dans la lutte contre la pauvreté.</p> <p style="text-align: center;">III. Compétences et pauvreté</p> <p>Définition des compétences. Compétences nécessaires pour réduire la pauvreté. Savoirs, savoirs-faire, savoirs-être (Contenus, habilités et valeurs).</p> <p style="text-align: center;">IV. Curriculum et pauvreté</p> <p>Liens entre lutte contre la pauvreté et curriculum. Traduction concrète de ces liens dans le curriculum scolaire national. Besoins. Types d'apprentissages pratique et conceptuel. Savoirs, savoirs-faire, savoirs-être (Contenus, habilités et valeurs). Approches pédagogiques. Rôle et place des enseignants dans le curriculum et dans la lutte contre la pauvreté.</p> <p><i>Note : les trois thèmes de travail seront centrés sur l'enseignement de base formel</i></p> |
| Méthodologie de travail | <p>Le séminaire est organisé en sessions plénières et en sous-groupes de travail actif, en alternance. L'agenda pourra être adapté en fonction des besoins et après discussion avec les participants.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Apports conceptuels des experts à travers des présentations thématiques suivies de discussions/débats (en plénière) 2. Apports des pays à travers des présentations suivies de discussions/débats (en plénière) et au cours des travaux de groupe 3. Travaux de groupe pour l'élaboration d'une méthodologie commune d'analyse de la pertinence du curriculum pour développer a) un outil d'analyse et b) une stratégie de sa mise en application 4. Restitutions des résultats des travaux de groupe (en plénière) pour l'élaboration finale des 2 outils (analyse et stratégie d'application) 5. Visite de terrain dans une école de Genève |

